

Formulaire dédié à la protection des données

Conformément au règlement général sur la protection des données¹ et à la loi Informatique et Libertés², en cochant la case « oui » ci-dessous je **consens au traitement des données** relatives à mon identité (nom et prénom), à mes coordonnées (adresse courriel ou numéro de téléphone) et à celles que j'aurai moi-même fournies pour bénéficier de l'information juridique gratuite et confidentielle.

Je suis informé que je peux **retirer mon consentement** à tout moment et mettre ainsi fin au traitement de données me concernant. Il suffit pour cela de contacter la clinique juridique (Tél. : 04 78 78 70 53 ; cliniquejuridique@univ-lyon3.fr)

Le traitement de ces données a pour **finalité** la prise de contact et l'information juridique. Elles sont conservées pour une durée d'au maximum deux semaines après le second rendez-vous avec la clinique juridique. Les données que j'aurai fournies à la clinique juridique pour qu'elle m'informe peuvent être utilisées à des fins pédagogiques mais elles seront anonymisées.

Le **responsable du traitement** de données est l'Université Jean Moulin Lyon III. Le **délégué à la protection des données** de cet établissement peut être contacté à l'adresse dpd@univ-lyon3.fr. Aucune donnée ne sera transférée à un autre responsable de traitement.

Pour l'**exercice de mes droits d'accès, de rectification et d'effacement** je prends contact au moyen des coordonnées suivantes : Tél. : 04 78 78 70 53 ; cliniquejuridique@univ-lyon3.fr.

L'**accès à mes données** de contact est ouvert au secrétariat de la clinique juridique, à son responsable et aux seuls étudiants et élèves-avocats chargés de m'informer. Pourront accéder aux données que j'aurai fourni concernant ma situation les seuls étudiants et élèves-avocats chargés de m'informer.

Le présent formulaire sera conservé pour établir la preuve du consentement ou de l'absence de consentement au traitement de données.

¹ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

² Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.